Document generated on 05/09/2025 8:21 a.m.

Horizons philosophiques

L'extrême droite : hantise de l'Europe, bête noire de la Belgique

Simon Denault

Volume 11, Number 2, Spring 2001

L'Europe, le laboratoire d'idées du XXIe siècle?

URI: https://id.erudit.org/iderudit/801184ar
DOI: https://doi.org/10.7202/801184ar

See table of contents

Publisher(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

1181-9227 (print)
1920-2954 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Denault, S. (2001). L'extrême droite : hantise de l'Europe, bête noire de la Belgique. *Horizons philosophiques*, *11*(2), 105–108. https://doi.org/10.7202/801184ar

Tous droits réservés © Collège Édouard-Montpetit, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

L'EXTRÊME DROITE : HANTISE DE L'EUROPE, BÊTE NOIRE DE LA BELGIQUE

Menace brune ou peste noire, peu importe sa dénomination, l'extrême droite est bien vivante en Europe. Malgré l'impression d'un essoufflement dû aux mauvaises performances électorales aux élections européennes et à la scission du Front national français, les partis d'extrême droite persistent et s'installent, sous des couverts de respectabilité, dans le paysage politique européen.

L'ascension du FPO de Jorg Haider au rang de deuxième parti autrichien et sa participation à la coalition gouvernementale a ramené sur la table la question de l'extrême droite. La montée de partis xénophobes, tel l'UDC du milliardaire suisse Blocher (1er parti au pays) et du Vlaams Blok (VB) en Flandres, requiert une analyse sérieuse du contexte politique européen actuel. Comment expliquer l'attraction électorale d'un parti raciste, anti-parlementaire etultralibéral?

C'est par le truchement de la Belgique, lieu propice d'observation, que nous tenterons de soulever des pistes de réponses.

L'immigration, l'obsession de l'extrême droite

La Belgique, bien qu'elle soit le siège du projet pacifique européen, est un foyer propice à l'extrême droite. Comme tous les partis d'extrême droite, le Vlaams Blok, le Front national et AGIR, orientent leur programme électoral sur l'immigration, l'insécurité sociale et l'identité nationale. Le Vlaams Blok, parti nationaliste flamand, prône l'indépendance de la Flandre, l'exclusion des immigrants et le retour à la sécurité sociale par une ségrégation raciale et par une «ghettoïsation». Ce parti, pastiche du Front national français, apporte des solutions simplistes à des problèmes économiques et sociétaires complexes. L'Islam et la population non-autochtone envahissent le peuple belge selon Filip Dewinter, secrétaire général du VB. La notion nouvelle de multiculturalisme est pour eux une aberration qui ne tient aucunement compte des principes du différentialisme culturel appelant chaque peuple à se développer individuellement. L'équation manichéenne entre chômage, immigration et assistance sociale fait partie de leur mathématique.

Contradictions et paradoxes polluent leur discours. En effet, le VB, tout comme le parti extrémiste numéro un en Wallonie, le Front national, véhicule une vision ultralibérale de la société tout en privilégiant la

préférence nationale. Ainsi, leurs électeurs consentent au dynamisme du libre-échange si cela s'accompagne par une exclusion des immigrants du marché du travail et par une protection (favoritisme) en faveur des entreprises belges! Ce «libéralisme autarcique» séduit la classe ouvrière, aveuglée par les promesses de résultats économiques.

Ces partis non conventionnels tentent aussi d'apporter un soulagement à la crise existentielle du citoyen-électeur. En effet, la Belgique semble plus vulnérable au vote protestataire et au vote-sanction. Perdus dans les dédales des structures politiques et administratives de l'État, éloignés du monde politique et de ses jeux de couloir, excédés par la recherche de compromis à la belge et lassés par un immobilisme politique, les Belges, déçus, se retranchent derrière ces formations populistes.

La Belgique avec tous ses scandales (Affaire Dutroux, crise de la dioxine, scandale Agusta et financement occulte des partis) a amené les électeurs à la méfiance. Le désalignement idéologique ou le brouillage du clivage droite-gauche, a crée une ouverture, une alternative à ce nivellement des options politiques. Effectivement, l'alternance et les rapports de connivence entre les trois familles politiques traditionnelles (socialistes, chrétiens-sociaux et libéraux), ont entraîné ces partis politiques à céder à l'affairisme et à sacrifier leurs projets politiques. Le clientélisme a gagné les rangs, la collusion entre les politiques et les acteurs économiques est devenue affaire courante. Bref, les partis politiques traditionnels belges ont miné leur crédibilité par ces jeux de compromission.

L'arrivée de l'Union européenne et la globalisation transforment le concept d'État-nation. L'extrême droite, consciente que l'identité nationale des citoyens en souffre, profite de cette situation pour proposer des projets de société articulés autour de valeurs, d'idéaux et de normes faisant appel à un nationalisme, à un régionalisme exacerbé.

Derrière toutes ses promesses, ses fantasmes et ses bêtises, l'extrême droite belge réussit tout de même à séduire un électorat significatif.

Une extrême droite qui marque des points

La région flamande, beaucoup plus que la Wallonie, adhère à ces mouvements extrémistes. Bien organisé, structuré, administré par des cadres appliquant une véritable stratégie d'implication électorale, le VB a récolté 15,3 % des voix flamandes au Parlement fédéral en 1999, soit 15 sièges de députés et 4 de sénateurs. Le VB bénéficie aussi de 15 voix au Parlement de la région flamande tandis qu'à Bruxelles, il est le premier parti flamand avec deux députés sur un total de dix. Ces chiffres peuvent,

à première vue, paraître peu significatifs, mais il est important de les apprécier par rapport à leur électorat naturel et non par rapport à l'électorat belge (les Flamands votent pour des listes flamandes et vice versa). Anvers, deuxième port d'Europe, malgré son caractère cosmopolite et multiculturel, est le bastion de l'extrême droite flamande. Près de 30 % des suffrages exprimés reviennent au VB. Avec 18 sièges sur 55 au conseil communal, le VB est le premier parti. Aux prochaines élections, cet automne, avec un peu moins de 5 % des voix, il serait fort probable que le VB soit appelé à former le gouvernement de cette ville, son adhésion à une coalition étant nécessaire pour l'obtention d'une majorité. Cette élection, fort attendue, créerait un dangereux précédent. Bref, l'extrême droite flamande, concentrée autour du VB est à surveiller. Sa progression constante, son électorat (jeunes de 18 à 35 ans, ouvriers, classe moyenne et petits commerçants) de plus en plus fidèle et la récupération signalée de votes anciennement à droite en sa faveur, font de ce parti une force politique de l'avenir.

En Wallonie, l'extrême droite, quoique significative, ne récolte pas le même succès. Le vote, fragmenté et distribué entre trois formations (le Front national belge, le Front nouveau de Belgique et Agir), récolte environ 7 % du suffrage. Le Front national, deuxième parti d'extrême droite en Belgique, diminué par ses faibles moyens humains, logistiques et financiers, a toutefois arraché 7,9 % du suffrage aux élections européennes par son alliance avec le parti nationaliste wallon Agir. Les experts prédisent une croissance de l'extrême droite wallonne avec les gains et la popularité du discours de ses cousins du VB. C'est pourquoi, malgré un vote scindé, l'extrême droite reste préoccupante.

La Belgique avec à sa tête Louis Michel, Ministre des affaires extérieures, a mené une campagne virulente contre l'entrée au pouvoir du mouvement national-populiste de Jorg Haider. Premier pays à alerter la communauté internationale et l'UE de la possibilité d'un gouvernement d'extrême droite, la Belgique a mené des campagnes de sensibilisation intensives. Avec l'annulation de contrats avec l'Autriche, le retrait d'œuvres d'art autrichiennes des musées belges, l'annulation d'échanges scolaires et de la visite d'ambassadeurs autrichiens, la Belgique a bien marqué sa position. Par contre, cette même Belgique, protestataire et appelant à la démocratie, a en son sein d'énormes problèmes avec l'extrême droite.

La classe politique belge démocratique a signé, en 1995, un pacte solennel liant tous les partis respectueux des droits et de la constitution à ne pas former d'alliance avec l'extrême droite. Ce geste,

cette déclaration non contraignante, est plutôt symbolique. Ce principe du cordon sanitaire a jusqu'à maintenant été respecté tant au niveau local, régional que fédéral. Toutefois, la tentation est grande de former une coalition avec ces partis antidémocratiques afin d'accéder au gouvernement. L'élection prochaine à Anvers sera un test révélateur pour cette fameuse promesse.

Néanmoins, malgré ce principe d'exclusion de l'extrême droite, beaucoup de partis politiques belges reprennent les thèmes populaires du VB. Les libéraux, socialistes et chrétiens-sociaux commencent à adopter la ligne dure du VB en matière d'immigration, un thème payant au point de vue électoral. Ainsi, les partis traditionnels ont un peu tendance à banaliser l'extrême droite et ses propos véhiculés. Une attitude qui demeure inquiétante pour la démocratie selon Xavier Mabille du CRISP : «L'insertion du phénomène extrémiste belge dans un vaste courant européen, où l'ordre moral, le renforcement de l'autorité, le nationalisme exacerbé et les surenchères idéologiques risquent de balayer l'ensemble de nos systèmes se réclamant de la démocratie».

Simon Denault
Étudiant de l'option Passeport-Europe
Cohorte 1999-2000
Volet politique
Collège Édouard-Montpetit

Ce texte a été réalisé dans le cadre du projet humaniste Passeport-Europe. Projet multidisciplinaire dynamique, il n'aurait jamais vu le jour sans les sacrifices et les durs labeurs de quelques professeurs créateurs. Un merci particulier à Jacques Provost (professeur de sciences politiques au collège Édouard-Montpetit) et à Louise Lacours (professeur d'histoire au collège Édouard-Montpetit), enseignants dévoués qui transmettent et stimulent, par leur passion et leur générosité, le désir d'apprendre et de découvrir.